

2^e SESSION DU CONSEIL NATIONAL DE L'UDR

Bouteflika soutenu, l'alliance présidentielle et le gouvernement critiqués

L'Union pour la démocratie et la République (UDR), qui a tenu jeudi la seconde session de son conseil national, reste sur son soutien au président de la République. Non seulement, puisque le président du parti, Amara Benyounés, a exhorté, à l'ouverture de la session, les membres du conseil à davantage d'implication s'agissant d'accompagner l'action présidentielle.

Sofiane Aït-Ilflis - Alger (Le Soir) - L'analyse ou tout simplement l'examen de la scène politique nationale, depuis notamment l'élection présidentielle d'avril 2004, amène le président de l'UDR, Amara Benyounés, à conclure à un isolement de Bouteflika au niveau institutionnel. "Le président de la République a le soutien populaire mais ne bénéficie toujours pas de soutiens au niveau des institutions".

Le président de l'UDR a voulu comme preuves à cette affirmation, le comportement des parlementaires de la coalition au moment du vote de la loi de finances 2005, mais aussi leur réaction, celle de leur parti donc, à la proposition d'amender le code de la famille. L'alliance présidentielle, aussi, n'a pas échappé à la critique du président de l'UDR qui aura cette sentence : "L'opposition, la plus percutante, au président Bouteflika, se trouve au sein de l'alliance présidentielle." La même observation de la scène politique fait entrevoir à Amara Benyounés une nécessité de revoir la composition du gouvernement. La suggestion est formulée cependant autrement. Pour le président de l'UDR, le gouvernement Ouyahia souffre terriblement d'un manque de cohésion.

"Il y a des ministres, c'est désormais de notoriété publique, qui ne se disent même plus bonjour", dira-t-il. Cela étant, conséquemment dans son soutien au président de la République, Amara Benyounés a estimé que principalement son parti est pour l'amnistie générale.

Toutefois, a-t-il considéré, la position définitive de l'UDR ne sera tranchée que lorsque sera connu le contenu du projet.

Par ailleurs, autour de la question, il y a nécessité d'un large débat. Un débat qui ne devrait pas intéresser seulement les familles directement touchées par le terrorisme mais l'ensemble de la société.

Le président de l'UDR s'est tout de même imposé une petite prudence, en soulignant que "le pardon n'est pas oublié et que l'amnistie générale ne devrait pas transformer la défaite militaire de l'islamisme en victoire politique".

Pour Amara Benyounés, l'après-amnistie générale devrait nécessairement accoucher d'une recomposition du paysage politique, à travers des élections anticipées. Le parti, faut-il le rappeler, en fait un leitmotiv.

Abordant la question du dialogue entre les arouch et le chef du gouvernement, le président de l'UDR est resté sur une adhésion réservée. Pour lui, s'il s'agit d'une supplémentaire plaisanterie, alors autant s'abstenir étant donné les conséquences que cela induirait sur la Kabylie. "Les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures", a-t-il dit, ajoutant à l'adresse des arouch : "Si vous persistez à considérer la plate-forme d'El-Kseur scellée et non négociable, il ne servira à rien d'aller négocier".

Le président de l'UDR a, abordant le volet économique, relevé la lenteur dans l'exécution des réformes, sinon carrément non encore entamées, à l'instar de la réforme bancaire, et le problème du foncier industriel. L'UDR, faut-il le dire, est pour les privatisations : "L'économie de marché, c'est la prépondérance du privé sur le public".

Au plan de la structuration organique du parti, Amara Benyounés a souligné qu'il reste beaucoup à faire. A ce jour, une seule fédération a été installée, celle de Constantine.

S. A. I.

REPRISE HIER DU DIALOGUE OUYAHIA-AROUCH

La bataille des feuilles de route

Le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, et une délégation des arouch de Kabylie, composée de 23 membres, se sont retrouvés formellement, hier, au Palais du gouvernement pour reprendre une négociation engagée déjà en 2004 mais qui est demeurée non aboutie. Pour sceller cette retrouvaille, les deux parties ont choisi, d'un commun accord, vraisemblablement, de différer à ultérieurement l'examen du point de la plate-forme d'El-Kseur ayant fait capoter la négociation en janvier 2004, en l'occurrence l'officialisation de tamazight sans référendum.

Sofiane Aït-Ilflis - Alger

(Le Soir) - Belaid Abrika, qui a eu, juste avant que ne soit décrété le huis clos pour la négociation, à consentir une brève déclaration à la presse, parle désormais de satisfaction des incidences ayant fait l'objet, il y a une année, d'un protocole d'accord, mais dans une version actualisée.

Autrement dit, les arouch voudraient, l'offre

d'Ouyahia pour un dialogue acceptée, élargir le champ d'application des fameuses six incidences. Plus particulièrement, Abrika et compagnons souhaitent que l'incidence portant libération des détenus concerne également les animateurs du mouvement citoyen du Sud emprisonnés ainsi, pour ce qui est de la presse, de Mohamed Benchicou, le directeur du *Matin*.

Hier, la négociation-marathon allant jusqu'en fin de soirée, les palabres se sont poursuivies sans que rien filtre.

Cependant, il n'est pas forcément à déduire que les discussions, plutôt la négociation, ont grincé autour des questions adjacentes aux six incidences.

Le chef du gouvernement, qui a souligné une volonté partagée de solutionner la crise de Kabylie, aurait certainement la réticence large quant à accéder aux désirs des arouch. Mais, comme il y a une année, il saura maintenir ses convives autour de la table le temps qu'il faut pour la matérialisation de sa feuille de route.

Une feuille de route que, de son côté, la délégation des arouch dit en avoir. A se fier aux affirmations d'Abrika, le mouvement citoyen de Kabylie

demeure rébarbatif devant l'option référendum pour l'officialisation de tamazight.

Une intransigeance qui, à nouveau, risque de faire que la négociation parte à vau-l'eau. A moins que le pouvoir ait, une année après, réfléchi et retenu d'autres alternatives. Auquel cas, il aurait forcément mis au point les détails pour une vente concomitante.

D'ailleurs, le chef du gouvernement a affirmé avoir tiré les leçons de l'échec du dialogue passé. La vente concomitante si, bien sûr, la négociation atteint un stade avancé, c'est-à-dire la satisfaction de la plate-forme d'El-Kseur.

Il se pourrait, en effet, que la satisfaction des six incidences actualisées reste un vœu pieux.

S. A. I.

ALI GHERBI SE CONFIE AU "SOIR D'ALGERIE"

"Ce dialogue ne règlera pas grand-chose"

Ayant accueilli positivement l'appel lancé par le chef du gouvernement pour la reprise du dialogue avec le mouvement citoyen pour le règlement de la crise de Kabylie, sans compter le fait que l'interwilayas l'a mandaté pour mener la délégation qui devait rencontrer le chef du gouvernement, Ali Gherbi crée la surprise. Il refuse d'y prendre part. Les raisons ? Il les donne en exclusivité aux lecteurs du Soir.

Le Soir d'Algérie : Vous avez refusé de prendre part à ce nouveau round du dialogue, alors que vous êtes mandaté par la base. Vous ne pensez pas que c'est contradictoire de votre part ?

Ali Gherbi : Je tiens à vous informer que j'étais l'un des premiers, si ce n'est le premier à avoir répondu favorablement à l'appel pour la reprise du dialogue dans la perspective de la mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur et aussi la finalisation du protocole d'accord et des préalables portant règlement des incidences. Donc, la règle voudrait d'abord que chaque coordination tienne son conclave pour se positionner officiellement sur la question, ensuite aller vers le conclave de wilaya puis enfin vers l'interwilayas.

A vous entendre, on a l'impression que ce processus n'a pas été respecté par ceux qui ont été reçus par le chef du gouvernement...

Absolument. Cette règle fondamentale n'a pas été respectée. En ce qui me concerne, j'ai tenu mes réunions et nous avons rendu publique une déclaration. Hier, nous

avons organisé un meeting populaire, qui est, par la force des choses, une tradition par rapport au premier dialogue. Une fois le mandat entre mes mains, j'irai au dialogue.

A travers votre réponse, on déduit là que ceux qui sont partis à ce nouveau round du dialogue ne sont pas mandatés par la base...

Tout à fait. Ils ne sont pas mandatés par leurs bases respectives, car aucun de ces délégués n'a tenu de conclave au niveau de sa commune, encore moins au niveau de sa wilaya.

La base citoyenne n'a pas été consultée pour recueillir au moins son point de vue et prendre en compte ses consignes pour conduire le dialogue selon sa volonté. Je me souviens qu'au premier dialogue, un grand nombre de personnes nous a dit pourquoi avez-vous choisi de commencer par le point 8 de la plate-forme d'El-Kseur. Donc, aujourd'hui, par expérience et en respect des principes fondamentaux du fonctionnement, la base citoyenne doit être consultée si on veut vraiment réussir le dialogue.

Ici et là, on dit qu'il s'agit plutôt d'un différend relatif au leadership au sein du mouvement citoyen que de respect des textes de fonctionnement. Qu'en dites-vous ?

En ce qui me concerne, je n'ai jamais mené une guerre de leadership. Concernant les autres, ce qui vient de se produire, passe de tout commentaire. Vous savez bien que je suis désigné pour prendre part à ce dialogue et le conduire, mais j'ai refusé, car je sentais que je trahirais directement ceux qui m'ont propulsé, jusqu'à avoir un nom connu par l'ensemble des Algériens et au-delà même de nos frontières.

C'est la question de la légitimité "historique" qui se pose. D'ailleurs votre nom est lié à la marche du 14 juin 2001...

J'ai moi-même guidé la marche noire et historique du 14 juin 2001. Ceci était bien sûr de la volonté de l'interwilayas de l'époque.

A vous entendre, il ressort que vous êtes un partisan du statu quo. Vrai ou faux ?

Mais j'ai répondu personnellement et favorablement à ce dialogue. Je vous rappelle également que j'ai personnellement dit, et ce, au nom de la coordination, que le processus du dialogue du mois de janvier 2004 doit continuer après qu'il ait été sabordé.

Donc aujourd'hui, ceci démontre de notre volonté sincère de régler cette crise qui a trop duré bien sûr. Seulement, on ne croit à un règlement sincère et définitif que s'il y a participation des populations. Comment voudriez-vous signer un quelconque accord pour ensuite créer un autre problème ou une autre protestation pour la seule raison que je n'étais pas leur mandataire ?

Quelle alternative proposez-vous ?

Je vous informe que dans les prochains jours, nous allons frapper à la porte du gouvernement pour répondre à son appel au dialogue. Je vous informe aussi qu'il pourrait y avoir trois ou quatre délégations. La région des Aurès affiche également sa position et n'a pas l'intention de rester en marge de ce qui se passe actuellement. Vous comprenez donc très bien que ce dialogue ne règlera pas grand-chose.

Entretien réalisé par Abder Bettache